

30^e vendredi du hirak : « Mettez-nous tous en prison ! »

mercredi 18 septembre 2019, par [AICHOUN Abdelghani](#) (Date de rédaction antérieure : 14 septembre 2019).

Le hirak ne semble pas fléchir. Après la « permanence » assurée durant l'été, où le nombre des participants aux manifestations du vendredi avait baissé, ces dernières semaines, il connaît un renforcement graduel.



photo : H. LYÈS

Hier, il y avait plus de manifestants par rapport au vendredi précédent, malgré le renforcement du dispositif sécuritaire, puisqu'il y avait un nombre plus important de camions de la police stationnés entre la place Audin et la Grande-Poste, entravant considérablement la circulation des marcheurs, la fermeture de plusieurs axes routiers menant vers la capitale, comme cela se fait depuis plusieurs semaines et les discours « musclés » de la semaine du chef d'état-major de l'ANP qui s'en est pris aux tenants de la transition et à ceux qui rejettent l'élection présidentielle dans les conditions actuelles.

Ainsi, dès 10h30, les premiers noyaux de manifestants ont commencé à se constituer. Dès lors, les policiers mobilisés ont procédé à quelques arrestations, comme ils ont tenté de repousser ces manifestants « matinaux ». Une attitude devenue fréquente depuis plusieurs semaines.

En début d'après-midi, des manifestants ont dû se rassembler devant le commissariat de la Basse-Casbah pour réclamer la libération de deux des leurs. Cela n'a pas, bien évidemment, empêché les Algériens d'affluer en nombre vers le centre d'Alger, à partir de 13h30.

Aussitôt la marche démarrée, les slogans habituels ont commencé à fuser de partout. « Dawla madania, machi askaria » (Etat civil non militaire), ou bien « Gaïd Salah, solta li chaab » (Gaïd Salah, le pouvoir au peuple), ont-ils entre autre scandé.

Les Algériens ont pris l'habitude de réagir aux derniers développements de la scène politique nationale, donc hier, ils ont tenu à exprimer leur solidarité envers le président du parti de l'Union démocratique et sociale (UDS), Karim Tabbou, arrêté mercredi et placé le lendemain sous mandat de dépôt pour « atteinte au moral de l'armée ». « Allah Akbar, Karim Tabbou », criaient les manifestants.

D'ailleurs, la famille de ce dernier était présente à la marche d'hier. Beaucoup de manifestants ont prononcé des mots d'encouragements à leur endroit, notamment à ses deux enfants. Des chefs de

parti politique et des personnalités, à l'image de Mohcine Belabbas, président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et l'avocat et défenseur des droits de l'homme, Mustapha Bouchachi, en ont fait de même.

Dans le même ordre, et comme pour dire qu'ils ne s'arrêteront pas de manifester, malgré toutes ces arrestations, les manifestants ont encore scandé : « Echaab marahouch yahbess, adouna gaâ lel hebs » (Le peuple ne va pas s'arrêter, emmenez-nous tous en prison).

Bien évidemment, les marcheurs ont, encore une fois, exprimé leur rejet du processus électoral en cours. « Makanch intikhabat maâ issabat » (Pas d'élections avec les bandes) ou encore « Makanch l vote kayen massira » (Il n'y a pas d'élection, il y a des manifestations), ont-ils scandé.

Les Algériens, qui investissent les rues tous les mardis et vendredis, refusent toujours une élection organisée avec les anciens règlements et les conditions actuelles et sous la coupe des deux symboles du régime, à savoir le chef de l'Etat par intérim, Abdelkader Bensalah, et le Premier ministre, Nourredine Bedoui.

La même chose a été exprimée par beaucoup de manifestants via des pancartes, même si de temps à autre, surtout lorsque leurs porteurs étaient isolés, des policiers procédaient à leur saisie. « Les élections propres et la dictature, ça ne marche pas : Période de transition », lisait-on sur l'une d'elles. « C'est la résistance », a écrit un autre manifestant sur un bout de carton.

En somme, après plus de sept mois de manifestation hebdomadaire, le hirak ne semble pas près de s'essouffler. Bien au contraire. La mobilisation d'hier prédit un accroissement du nombre de manifestants dans les semaines à venir. Imposer une élection, à l'encontre de la volonté populaire, est un pari risqué que le pouvoir en place semble apparemment prêt à prendre.

ABDELGHANI AICHOUN

P.-S.

• EL WATAN. 14 SEPTEMBRE 2019 À 10 H 30 MIN :

<https://www.elwatan.com/a-la-une/30e-vendredi-de-protestation-mettez-nous-tous-en-prison-14-09-2019>